

DEPARTEMENT DE L'ESSONNE	REPUBLIQUE FRANCAISE LIBERTE -EGALITE -FRATERNITE SYNDICAT MIXTE ORGE YVETTE SEINE	<div>REÇU EN PREFECTURE</div> <div>le 14/10/2021</div> <div>Application agréée E-legalite.com</div> <div>99_DE-091-259102457-20210930-62021_24-DE</div>
--------------------------------	--	---

Le Bureau Syndical légalement convoqué le 24 septembre 2021, s'est assemblé le 30 septembre 2021 à 19h00, au siège social du syndicat, sous la Présidence de M Brahim OUAREM.

Nombre de Vice-présidents en exercice : 6

Présents : Daniel ESPRIN, Michel NOEL, Brahim OUAREM, Sylvain TANGUY

Pouvoirs : Jean-Claude DELIANCOURT

Absents excusés : Patrick BARRANCO, Grégory GOBRON

Présents : 4

Pouvoirs : 1

Votants : 5

Le Président constate le quorum et procède à la nomination d'un secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Monsieur Daniel ESPRIN est désigné secrétaire de séance,**

**OBJET : CRITERES D'EVALUATION – ENTRETIEN PROFESSIONNEL DES AGENTS DU SMOYS**

Le Bureau Syndical,

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 14 septembre 2020 donnant délégation d'attribution au Bureau Syndical,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des

fonctionnaires territoriaux,

Vu l'avis du Comité technique en date du,

Considérant que l'entretien professionnel prévu par le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 doit être mis en œuvre à compter du 1er janvier 2015.

Considérant que cet entretien professionnel est réalisé chaque année pour les fonctionnaires, les agents contractuels de droit public en contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée (durée supérieure à un an) sur emploi permanent ; qu'il est conduit par le supérieur hiérarchique direct de l'agent et donne lieu à un compte rendu d'entretien professionnel.

Considérant qu'il convient de fixer les critères qui serviront de base à l'appréciation de la valeur professionnelle des agents concernés au terme de cet entretien.

**L'autorité territoriale,**

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa publicité

Après en avoir délibéré,

**APPROUVE** les critères qui servent de base à l'appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire au terme de l'entretien prévu par le décret n°2014-1526, et qui sont définis comme suit :

■ **Appréciation des résultats professionnels de l'agent compte tenu des objectifs fixés et des conditions d'organisation et de fonctionnement du service**

Il s'agit de :

► Dresser un bilan du travail effectué et d'inciter l'agent à rappeler les faits marquants de l'année, les aspects positifs (points forts) et négatifs (points à améliorer), les éventuelles difficultés et tout point qu'il jugera utile de préciser.

► Apprécier les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés

Les résultats professionnels de l'agent seront appréciés en tenant compte notamment des moyens dont l'agent dispose, de l'organisation, des méthodes de travail, des relations et du climat social.

Les résultats de l'agent sont appréciés de la manière suivante :

- Atteint : résultats conformes ou au-delà des objectifs fixés (mettre en avant les points forts).
- Partiellement atteint : résultats partiellement conformes aux objectifs fixés (facteurs internes et externes n'ayant permis d'atteindre que partiellement les objectifs).
- Non atteint : résultats non conformes ou insuffisants par rapport aux objectifs fixés (facteurs internes et externes ayant conduit à un résultat négatif).

Pour cette rubrique, il existe également un espace permettant d'apporter des commentaires. Cet encadré doit notamment permettre d'expliquer les raisons pour lesquelles un ou plusieurs objectifs ont été partiellement ou non atteints.

■ **Appréciation des compétences, qualités et capacités de l'agent**

Les compétences de l'agent seront appréciées à partir :

- des compétences techniques (savoir),
- des compétences professionnelles (savoir-faire),
- de la manière de servir et des qualités relationnelles (savoir-être),
- et le cas échéant des capacités d'encadrement.

Et de la manière suivante :

- Très bon (TB) : expertise et exigences du poste satisfaites
- Bon (B) : maîtrise des exigences du poste
- À améliorer (AM) : pratique mais en étant accompagné et suivi - marge de progression
- Non satisfaisant (NS) : niveau de connaissances ou pratiques insuffisant, des difficultés constatées
- Sans objet (SO) : l'agent n'est pas concerné par un de(s) critère(s)

Pour chacune de ces rubriques, il existe un espace permettant d'apporter des commentaires. Cet encadré peut également permettre de mentionner et d'apprécier une compétence spécifique de l'agent sur son poste de travail.

■ **Déroulement de carrière**

Lorsque le fonctionnaire a atteint, depuis au moins trois ans au 31 décembre de l'année au titre de laquelle il est procédé à l'évaluation, le dernier échelon du grade dont il est titulaire et lorsque la nomination à ce grade ne résulte pas d'un avancement de grade ou d'un accès à celui-ci par concours ou promotion internes, ses perspectives d'accès au grade supérieur sont abordées au cours de l'entretien

et font l'objet d'une appréciation particulière du supérieur hiérarchique dans le compte rendu de l'entretien.

Pour ce point particulier, il existe un espace permettant au supérieur hiérarchique d'apporter ses commentaires.

**APPROUVE** les fichiers de compte rendu d'entretien professionnel (CREP) déclinant ces critères, pour chaque catégorie hiérarchique, et joints en annexes :

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Vote UNANIMITE	
Pour	5
Contre	0
Abstention	0

La délibération est adoptée,

Le Président,

Brahim OUAREM



le 14/10/2021